

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 13/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE**

ZI et PORTUAIRE

BP 32

67390 MARCKOLSHEIM

Références : 0006700643/SB/CE  
Code AIOT : 0006700643

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE implanté ZI et PORTUAIRE - 67390 MARCKOLSHEIM. L'inspection a été annoncée le 12/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE
- ZI et PORTUAIRE - BP 32 - 67390 MARCKOLSHEIM
- Code AIOT : 0006700643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TEREOS est spécialisée dans la fabrication de produits amylacés issus de la transformation de maïs et de blé.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eau - prélèvements	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	et consommation	10/07/2012, article 9.1		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
4	Applicabilité AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
5	Exemption AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de contrôler l'origine des approvisionnements en eau et le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral qui s'y rapportent ainsi que de faire le point sur les projets d'économie d'eau portés par l'établissement. Il a été constaté qu'une démarche de sobriété hydrique est engagée depuis plusieurs années. La division Europe de l'exploitant s'est fixée pour objectif de réduire sa consommation d'eau de 25% en Europe sur l'exercice fiscal 2025/2026 par rapport à l'exercice fiscal 2019/2020. L'inspection encourage l'exploitant dans cette action en lui rappelant de porter les projets à sa connaissance.

Par ailleurs, les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sobriété hydrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection, l'étude technico-économique de réduction des consommations d'eau.

Une analyse de vulnérabilité aux risques hydriques a été réalisée pour l'ensemble des sites du Groupe. Pour celui de Marckolsheim, les résultats sont présentés à l'inspection. Cette analyse s'appuie sur des indicateurs et outils variés :

- Prélèvements (risque faible) : évaluation de l'état de la masse d'eau souterraine et de l'historique des arrêts sécheresse sur les cinq dernières années ;
- Rejets (risque faible) : évaluation de l'impact du site sur l'état de l'exutoire ;
- Inondations (risque modéré) : évaluation du risque inondation sur l'outil Aqueduct 4.0 développé par le World Resources Institute (WRI), évaluation des risques sur Géorisques et prise en compte du contexte local ;
- Stress hydrique (risque faible) : évaluation du niveau de stress hydrique sur Aqueduct 4.0 « Baseine Water Stress ».

Pour mémoire, le site de Marckolsheim est un site de production avec un fonctionnement continu 24 heures sur 24 et 365 jours par an, sans interruption et sans saisonnalité. L'activité du site est de produire des sirops de glucose, des maltodextrines, des dextroses et des polyols ainsi que les co-produits associés, à partir de l'amidon de maïs et de blé. Les co-produits du blé sont le gluten et le son. Les coproduits du maïs sont le gluten, les fibres et les germes.

La division Europe de l'exploitant s'est fixée pour objectif de réduire sa consommation d'eau de 25% en Europe sur l'exercice fiscal 2025/2026 par rapport à l'exercice fiscal 2019/2020.

Le site de Marckolsheim a finalisé sa feuille de route en octobre 2023 définissant ses actions jusqu'en 2026. L'exploitant présente l'état d'avancement de ces actions au 31/03/2025. Les gains initialement prévus sur le plan de réduction des consommations d'eau sont de 25%. L'ensemble des actions entreprises permet un gain de 17%. L'exploitant estime que ce résultat est encourageant car toutes les actions ne sont pas encore lancées.

L'exploitant conclut que le site a un plan d'action ambitieux avec 13 initiatives de réduction de ses consommations d'eau. Son objectif est de réduire de 25% de ses prélèvements d'eau sur l'année fiscale FY25/26 (avril 2025-mars 2026) par rapport à l'année fiscale FY19/20 (avril 2019-mars 2020). A fin 2024, le site enregistre une baisse de ses prélèvements d'eau et de sa consommation d'eau de 18%. Les 4 initiatives qu'il lui reste à mettre en œuvre permettront de répondre à ses engagements. Le site est inscrit dans un système d'amélioration continue de la performance par le suivi de son système de management environnemental.

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Eau - prélèvements et consommation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 10/07/2012, article 9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau - prélèvements et consommation

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau. L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles propres, dans le réseau public de distribution d'eau potable, à raison de 38 000 m<sup>3</sup>/an, et la nappe, au moyen de quatre puits, à raison de 5 475 000 m<sup>3</sup>/an selon un débit journalier maximal de 15 000 m<sup>3</sup>/jour. (...) »

**Constats :**

Pour mémoire, les deux sociétés TSSE et JBL, présentes sur la plate-forme portuaire de Mackolsheim, ont en commun un Groupement d'Intérêt Économique (GIE) (65% Téréos et 35% JBL) qui gère les utilités à savoir :

- la fourniture des énergies en électricité et en gaz ;
- la production et la fourniture de vapeur ;
- les prélèvements en eau dans la nappe et la fourniture d'eau brute et d'eau déminéralisée ;
- la production et la fourniture d'eau de refroidissement ;
- le traitement des eaux usées (via une station d'épuration interne) ;
- la production et la fourniture d'air comprimé pour l'instrumentation ;
- les voiries.

A ce jour, l'exploitant réalise directement tous les prélèvements en eau industrielle dans la nappe rhénane à l'aide de trois des quatre puits de captage autorisés, et ensuite alimente JBL via le GIE. Un débitmètre totalisateur sur chaque puits permet de suivre la consommation d'eau. Les compteurs d'eau sont vérifiés annuellement par le fabricant et sont remplacés tous les 9 ans.

L'exploitant rappelle que le puits n°3 a été mis à l'arrêt définitif en 2024 à la suite de la rupture du tubage. Les travaux de comblement de cet ouvrage, dans les règles de l'art, ont été réalisés en novembre 2024.

En séance, l'exploitant remet à l'inspection un dossier de Porter à connaissance pour la réalisation du nouveau forage Puits n°5. Aussi, l'exploitation prévue concernera les 4 ouvrages (F1, F2, F4 ainsi que l'ouvrage de remplacement du forage F3) à un débit de 156,25 m<sup>3</sup>/h par ouvrage (625 m<sup>3</sup>/h au global).

L'examen de ce dossier sera réalisé prochainement. Toutefois, l'inspection peut déjà signaler que la modification présentée n'est pas substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

En effet, le débit journalier maximal de 15 000 m<sup>3</sup> et le volume annuel de prélèvement de 5 475 000 m<sup>3</sup> figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 ne seront pas modifiés. Il n'y aura pas de modification du process, ni de la situation administrative de l'installation. Ce projet est sans conséquence pour le classement ICPE de l'installation et ne modifie pas l'installation de régime réglementaire.

L'exploitant ne prélève pas d'eau dans le réseau public communal. L'eau potable utilisée dans les locaux sociaux est fournie par une station de pompage gérée par le Port Autonome de Strasbourg



et qui alimente Téréos, JBL et Ceva.

L'article 9.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/07/2012 autorise l'exploitant à prélever annuellement 5 475 000 m<sup>3</sup> dans la nappe et 38 000 m<sup>3</sup> dans le réseau public.

Les déclarations GEREP pour les sites Téréos, JBL et GIE sont les suivantes :

	2022	2023	2024
Eau nappe - m <sup>3</sup>	4 518 367	3 516 365	4 284 111
Eau potable (AEP) - m <sup>3</sup>	49 924	45 146	42 529

Les consommations en eau process pour l'exploitant seul sont les suivantes :

	2022	2023	2024
Eau process - m <sup>3</sup>	2 688 036	2 321 168	2 318 575

L'exploitant indique que :

- la consommation d'eaux souterraines représente 99% de la consommation du site ;
- l'usage eau potable représente 1% des prélèvements ;
- la baisse des prélèvements des eaux souterraines pour les besoins en eau process pour l'exploitant seul.

L'exploitant signale que le réseau d'eau potable (AEP) n'est pas pourvu de dispositifs de mesure totalisateur, pouvant relever les consommations de chaque utilisateur du site (Téréos, JBL et GIE). De plus, il a été relevé que de l'eau potable (AEP) était utilisé dans le process. Certains usages ont déjà été corrigés afin de baisser le volume d'eau potable (AEP).

L'exploitant s'engage à mener une étude technico-économique pour la fin de l'année 2025 et des travaux de pose de compteur au courant du second semestre 2026.

L'inspection note une diminution des consommations en eau potable sur les trois dernières années, même si cela se traduit toujours par un dépassement du volume autorisé du réseau public de distribution d'eau potable (AEP).

Lors de la visite du site, il a été constaté une fuite importante au niveau du réservoir d'eau brute de pompage d'une capacité de 1 200 m<sup>3</sup>. L'exploitant confirme que cette fuite a bien été relevée, mais qu'il n'est pas en mesure d'y mettre fin pour l'instant. La fuite semble provenir d'un désordre du liner du réservoir. Le fait de mettre hors service le réservoir, priverait l'exploitant d'une réserve utile pour le process. Il est envisagé de construire un second réservoir.

Par ailleurs, l'inspection signale à l'exploitant que la présence de déchets autour de l'embase du réservoir d'eau brute de pompage, peut à terme créer des désordres. Une action curative est à prévoir rapidement.

Post-visite, par courriel du 16/05/2025, l'exploitant a transmis des photographies prises après le nettoyage de la dalle béton autour de la cuve eau brute.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**D'une part, l'inspection demande à être destinataire de l'étude technico-économique et du planning associé des travaux de pose de compteurs sur le réseau (AEP).**

D'autre part, il convient de réparer la fuite constatée dans les meilleurs délais. Un retour sur la solution retenue est attendue sous un délai n'excédant pas 2 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 3 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - connaissance des réseaux

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

**Constats :**

En salle, l'exploitant présente les plans des réseaux (eaux de puits, eaux potable (AEP) et eaux incendie).

Post-visite, par courriel du 13/05/2025, l'exploitant a transmis les plans suivants :

- le plan du réseau d'eau potable / eau sanitaire ;
- le plan du réseau d'eau brute ;
- le plan des réseaux de pompage des puits.

Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Applicabilité AM sécheresse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - Applicabilité AM sécheresse

**Prescription contrôlée :**

« I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. (...) »

**Constats :**

En 2024, l'établissement a prélevé 4 326 640 m<sup>3</sup> pour le compte du GIE et a consommé en propre 2 318 575 m<sup>3</sup> (déclaration GEREP), il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Exemption AM sécheresse**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :**

Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - Installations exemptées par l'AM sécheresse

**Prescription contrôlée :**

« I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. (...) »

**Constats :**

L'exploitant présente le positionnement du site par rapport à l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restrictions, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Différentes eaux sont réutilisées dans le process sur le périmètre Tereos, c'est-à-dire qu'elles servent à différentes opérations process. Il est à noter que la notion d'eau réutilisée est différente de la notion d'eau recyclée. L'eau brute qui passe à travers les condenseurs des finisseurs 1 et 2 sert à condenser les buées de ces évaporateurs. Cette eau se retrouve à chauffer les buées. On valorise les calories et le débit d'eau sur différentes opération process :

- réseau eau chaude 9 bar ;
- eau chaude pour le process amidonnerie de blé ;
- eau chaude pour le lavage amidon maïs.

Les purges de déconcentration des TAR JBL sont réutilisées en appoint des TAR Tereos. Les condensats d'évaporation de glucoserie sont utilisés principalement pour les étapes de régénération des colonnes de déminéralisation.

Le pourcentage d'eaux réutilisées varie car ne sont considérées que les récupérations d'eaux au niveau de Tereos et GIE ramenées à la consommation d'eau pour les 3 entités (Tereo, GIE et JBL).

La quantité d'eau réutilisée comptabilisée pour ces trois dernières années, est :

- 2022 : 26 %
- 2023 : 39 %
- 2024 : 35 %

Le site réutilise plus de 20% de l'eau prélevée, il répond donc au critère d'exemption du 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 modifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 13/05/2025**  
Constat n°2



